

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 20 F (200 FB)

12^e ANNEE - N° 183
LE NUMERO : 1 FF
10 FB ; 0,80 FS
4 au 17 novembre 1974

VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'INSURRECTION DE 1954

La révolution algérienne

Il y a vingt ans, l'étincelle de l'insurrection allumait en Algérie l'incendie de la guerre d'indépendance nationale, qui allait mettre fin à plus d'un siècle d'esclavage colonial et ouvrir la voie à la naissance d'une nation moderne.

Peu de révolutions anticoloniales ont été attendues par le marxisme comme la révolution algérienne : « L'Inde, écrivait dès 1882 Engels à Kautsky à propos des colonies, fera peut-être, et même probablement, une révolution [...]. Il pourrait en être de même dans d'autres lieux, par exemple en Algérie et en Egypte, et, pour nous [c'est Engels qui souligne], c'est sans doute ce qui pourrait arriver de mieux ».

Peu de révolutions anticoloniales auront vu les masses populaires, au premier rang desquelles un jeune prolétariat bouillonnant de courage et de décision, faire leurs premiers pas sur la scène de l'histoire avec autant de tenacité, d'héroïsme et d'instinct révolutionnaire : quand la deuxième guerre mondiale affaiblit cet impérialisme français, cynique et brutal, stupidement bouffi d'une « culture » immonde dont les racines plongent dans l'exploitation et l'oppression séculaire du prolétariat métropolitain et des peuples coloniaux, les masses algériennes se lancèrent dans les émeutes et les soulèvements de Sétif et de Constantine, que la démocratie, à peine victorieuse du fascisme, réprima par les plus épouvantables massacres. A la défaite militaire imposée à l'Etat français par les combattants indochinois à Dien Bien Phu, elles répondirent par la révolte dans les Aurès, et l'embrasement révolutionnaire de toute l'Algérie. Il a fallu ensuite huit ans de guerre et plus d'un million de morts pour que l'ennemi haï, hier encore tout puissant, soit enfin battu.

Aujourd'hui, les dernières flammèches de la révolution semblent s'être éteintes sous le vent glacé du régime de Boumédiène ; et si elle a fait reculer l'impérialisme, la révolution ne paraît pas avoir pu empêcher de vieux rapports prébourgeois de continuer à s'accro-

cher aux nouveaux qui naissent, en infligeant aux masses populaires des tourments insupportables. La bourgeoisie et l'impérialisme mondial jubilent cyniquement devant le spectacle de la révolution qui s'est rangée, comme si l'histoire venait prouver l'inutilité de la violence, et condamner à l'utopie les exigences sociales des masses insurgées. Les larbins comme Marchais, qui hier ont combattu la lutte d'indépendance, vont aujourd'hui encenser le régime d'Alger ; et les savants professeurs pacifistes travestis en « révolutionnaires radicaux », qui regardaient hier d'un air hautain la révolte des va-nu-pieds des colonies, parce qu'elle était (horreur suprême !) *bourgeoise*, se joignent à eux pour encore une fois nous lancer : « nous vous l'avions bien dit ! ».

Dans la vision du marxisme révolutionnaire, la lutte des masses opprimées des colonies contre toute forme d'exploitation et celle du prolétariat des métropoles impérialistes, doivent être les **deux maillons inséparables** d'une chaîne forgée dans « une lutte commune, à la vie, à la mort », contre les grands Etats impérialistes.

A l'Internationale Communiste qui, à Bakou en 1920, appela les peuples d'Orient à la « guerre sainte » contre l'Occident impérialiste, les prolétaires algériens, et d'abord ceux de l'émigration européenne, tout comme les fellahs du bled, répondirent avec enthousiasme en se donnant en 1926 une organisation national-révolutionnaire comme l'Etoile Nord-Africaine, qui revendiqua fièrement l'indépendance au moyen de la lutte armée, ainsi qu'une réforme agraire radicale, et chercha

d'instinct l'appui que le mouvement communiste de la métropole doit donner **inconditionnellement** à la lutte anticoloniale.

Mais cet appui ne vint pas. Non que les masses prolétaires n'aient pas inconsciemment tenté de répondre aux appels des frères insurgés ; mais

DANS CE NUMERO :

- Le front unique.
- Allemagne : on peut aussi crever de santé.
- Solidarité avec les travailleurs espagnols !
- Inflation : à l'Est aussi ?

le parti « communiste » désormais stalinisé et passé de façon irréversible dans le camp de la défense de la démocratie contre le fascisme et de la défense de la patrie — et donc de l'Etat bourgeois et impérialiste — s'acharna à empêcher que ne

(suite page 4)

Catastrophe capitaliste et lutte prolétarienne

Les équilibres précaires que les Etats et les gouvernements parviennent laborieusement à trouver aux crises qui assaillent la société bourgeoise dans tous les domaines, ne résistent pas aux oscillations de plus en plus amples du sous-sol économique, et sont remplacées par des équilibres encore plus précaires.

C'est ainsi que malgré tous les efforts d'imagination dont est capable la bourgeoisie pour alterner ses politiques économiques, elle est bien contrainte de reconnaître que « toutes mènent également au désastre ».

Bien sûr, dans leur cynisme, les bourgeois tentent de tirer profit de cette perspective catastrophique pour appeler toutes les classes de la société à la rescousse, à l'effort et aux sacrifices « communs » afin de passer ensemble le cap difficile.

Les bourgeois n'ont pas grand effort à faire pour convaincre les opportunistes de leurs « responsabilités sociales » : ces gens-là n'ont pas besoin de parler beaucoup ensemble : « ils se sont compris », de « contrat social » en « rassemblement national », de « compromis historique » en « réconciliation nationale ». Et comment n'y parviendraient-ils pas, quand ils ont, sinon les mêmes aspirations et les mêmes intérêts, du moins un objectif commun ? Il s'agit d'empêcher que les inévitables luttes de résistance qu'entraînent la pression accrue du capital et l'insécurité grandissante n'allument « l'incendie social » et ne gênent l'Etat dans la jungle impérialiste des intérêts économiques, financiers, diplomatiques et militaires.

Radicalement opposés sont les intérêts de classe des prolétaires qui, à travers la lutte contre les licenciements ou contre l'intensification du travail, dans l'automobile comme dans les postes, à Turin comme à Barcelone, entendent défendre leur force de travail et surmonter la concurrence entre eux. Car ils doivent rester sourds à tous les appels à la solidarité nationale et au respect des intérêts de la production, et ils doivent chercher la solidarité par-dessus les intérêts de catégorie, d'usine ou de nationalité, afin de renforcer leurs rangs, s'ils veulent simplement survivre ; et ils se heurtent dès leurs premiers efforts à la politique capitaliste de l'opportunisme.

Toute autre politique serait véritablement désastreuse pour la classe ouvrière : elle aurait pour résultat de lui faire supporter tout le poids de la crise sans qu'elle puisse même y trouver une des conditions pour que naisse la force capable d'en finir avec une société dont la survie est depuis longtemps devenue catastrophique pour l'humanité.

ASSISTANCE AUX CHOMEURS

Les « miracles » de la politique contractuelle

On a fait grand bruit sur le récent accord patronat-syndicats : « Résultats directs de la lutte : les travailleurs licenciés pour des raisons économiques toucheront une année de salaire », titre L'Humanité du 15-10. Mais il est permis d'être quelque peu sceptique sur la portée de ce nouveau « succès de la lutte revendicative » quand on lit la presse patronale et bourgeoise : pour les Echos du 17-10, « l'accord CNPF-syndicats garantissant une année de salaire en cas de licenciement pour motif économique est accueilli favorablement par toutes les organisations patronales », tandis que pour le Figaro du 15-10, « l'accord apparaît [...] comme une triple victoire [...] des partenaires sociaux ». Nous y voilà : l'accord est une victoire de la « politique contractuelle » chère à la bourgeoisie et à l'opportunisme.

Qu'en est-il alors réellement pour la classe ouvrière ? Pour cela il faut d'abord voir en quoi consiste le système actuel d'assistance aux chômeurs.

Ce système prévoit tout d'abord une « allocation d'aide publique » versée par l'Etat à tous les chômeurs officiels, et s'élevant à 10 F par jour. Mais on sait que ne sont pas considérés comme chômeurs officiels les jeunes tant qu'il n'y a pas six mois qu'ils cherchent un emploi, les femmes qui se sont arrêtées, ce que nous appellerons « les démissionnés volontaires » (c'est-à-dire la plupart des licenciements ainsi déguisés), et... les travailleurs qui sont chômeurs depuis plus d'un an !

Il existe ensuite une « allocation spéciale chômage » versée par les

caisses d'assurance chômage où cotisent les salariés du secteur privé, à l'exception des travailleurs agricoles (qui ont un régime similaire bien qu'encore moins avantageux) et les employés de maison, soit 75 % des salariés.

Cette allocation est prévue pour les travailleurs licenciés et peut être versée au maximum un an. Elle s'élève à 40 % du salaire réel pour les 3 premiers mois, 35 % pour les 9 mois qui restent.

Les travailleurs licenciés par l'Etat ont théoriquement droit à une « allocation pour perte d'emploi ».

Ainsi un travailleur licencié dont le salaire réel direct s'élève à 1.500 F par mois, touche au chômage 10 x 30 = 300 F d'aide publique, et 1.500 x 40 % = 600 F, soit

900 F les 3 premiers mois et 825 F ensuite, le SMIC étant à plus de 1.100 F.

Or toutes ces aides ne sont données que si le « chômeur officiel » ne refuse pas de proposition d'emploi prétendument « convenable », se soumet à tous les contrôles tatillons, manifeste de la bonne volonté pour chercher du travail, etc. ; elles sont en fin de compte soumises à de telles conditions qu'au 1^{er} septembre 1974, sur 534.000 chômeurs reconnus, 143.000 bénéficiaient d'une assistance, dont 60.000 soumis au régime spécial de « garantie de ressources » des travailleurs licenciés ayant plus de 60 ans (qui ne pourront jamais gagner plus de 70 % de leur salaire antérieur).

(suite page 2)

Vient de paraître

PROGRAMME COMMUNISTE N° 64

Sommaire :

- L'heure des petits-fils de Staline
- The Historical Path of British Labourism
- Cours de l'impérialisme mondial
- Marx - British Commerce
- Marx - Le commerce britannique
- Sur le fil du temps : Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes
- Les lauriers de la social-démocratie autrichienne : Otto Bauer ou la révolution chez les autres
- The International Communist Party - Some Publications of the I.C.P.

188 pages — Prix : 6 F — Commandes au Prolétaire

ALLEMAGNE

On peut aussi crever de santé

Les « pays frères » (des frères ennemis !) du Marché Commun regardent avec anxiété du côté de l'Allemagne, dont ils envient la puissance économique et donc l'importance politique et financière (deux adjectifs qui vont généralement de pair). Ils n'ont pas tort : avec un taux d'inflation qui est le plus bas du monde (moins de 7 %), une balance commerciale excédentaire, une monnaie qui se renforce au lieu de s'affaiblir, un excédent des exportations sur les importations de 120-130 %, un indice de la production qui stagne, mais du moins ne subit pas de brutales oscillations, des capitaux prompts à s'investir à l'étranger ou à en attirer d'autres dans le pays (par exemple, pourquoi pas des capitaux iraniens ?), l'Allemagne est capable — et les gérants sociaux-démocrates de l'économie nationale s'y emploient — de faire, s'il le faut, la grosse voix au sein de la famille européenne, toujours divisée et toujours en bisbille.

Mais on peut crever même de santé. Selon les données communiquées par le président de l'office central du travail de Nuremberg (voir *Le Monde* du 15-10 et *La Stampa* du 9-10), le nombre des chômeurs a augmenté de 527.000 à 557.000 en septembre (+ 5,7 % en un mois), alors qu'il était de 219.000 en septembre 1973. Considéré comme « normal » à 1,5 %, le taux de chômage est actuellement de 2,4 %. Chose bien plus grave, le nombre des chômeurs partiels (en particulier dans le secteur de l'automobile) est passé en un mois de 105.000 à 265.000, tandis que les offres d'emploi tombaient à 298.000. Toujours selon les mêmes sources, ce fait est d'autant plus inquiétant que, traditionnellement, le mois de septembre était un symbole de reprise économique avant le boom de décembre. Bien plus, d'après un rapport des cinq principaux instituts ouest-allemands d'études économiques (voir *Le Monde* du 23-10), le nombre des chômeurs pourrait atteindre le million cet hiver, ce qui ne s'était pas vu depuis quinze ans. Le géant allemand commencerait-il à avoir de l'argile dans ses pieds d'acier ?

Les sources allemandes ne disent rien du nombre des *Gastarbeiter* (« travailleurs-hôtes », c'est-à-dire immigrés) contraints de rentrer dans leur pays : patriotiquement, les ordinateurs de Nuremberg ne tiennent pas compte des travailleurs étrangers. Cependant, d'après *La Stampa* du 9-10, les « rapatriements par abandon ou par rotation » entre septembre 1973 et septembre 1974 tourneraient autour de 145-195.000, de sorte que le nombre des travailleurs étrangers serait tombé de 2,595 à 2,45-2,40 millions. Etant donné d'autre part l'augmentation plus forte du taux de chômage chez les travailleurs étrangers (celui des ouvriers italiens en Allemagne est monté à 3,5 %, contre 2,4 % pour les ouvriers allemands : on imagine la situation pour les ouvriers turcs, espagnols, yougoslaves, etc., dont *La Stampa* ne parle pas), la tendance au rapatriement devrait s'accroître au cours des prochains mois.

Il s'établit ainsi peu à peu un climat analogue à celui dont jouissent la Confédération Helvétique et... la France : s'il doit y avoir chômage, que « les autres » en souffrent les premiers ! Le président de l'office du travail de Nuremberg, Stringl (nous supposons qu'il s'agit d'un bon social-démocrate, donc d'un jésuite), souhaite qu'un premier contingent d'« hôtes » quitte « spontanément » le pays. Comme l'écrit « naïvement » *La Stampa* : « Officiellement, les chefs d'entreprise ne font aucune différence entre les travailleurs allemands et les « travailleurs-hôtes » en ce qui concerne les licenciements. Mais, dans la pratique, une certaine discrimination commence à s'exercer à l'encontre de ces derniers, en particuliers de ceux qui proviennent des pays qui n'appartiennent pas au Marché Commun (c'est-à-dire tous, sauf les italiens), auxquels les autorités refusent souvent le renouvellement de leur permis de séjour. Tout en refusant toute discrimination à l'égard des travailleurs étrangers, discrimination que les ouvriers allemands, et également les syndicats, verraient au contraire

d'un bon œil [comme toujours, le chômage produit cet effet salutaire pour les capitalistes de diviser les exploités, et les dirigeants opportunistes ne font évidemment rien pour y réagir], Joseph Stringl compte sauver l'emploi des travailleurs allemands au moyen de rapatriements « spontanés » imposés par la libre économie de marché. Il déclarait au cours d'une interview : « Je suis convaincu que de nombreux étrangers rentreront chez eux spontanément, car il n'y a plus d'heures supplémentaires » (c'est-à-dire que vient à manquer la raison qui les a fait venir : gagner le plus possible dans le moins de temps possible) ».

Et quand la dure loi des heures supplémentaires qui ne viennent plus arrondir les fins de mois ne suffit pas à convaincre les immigrés qu'ils sont libres de faire leur valise, on fait intervenir d'« alléchants » stimulants matériels : le PDG de Volkswagen a « offert à 6.000 salariés des primes exceptionnelles de liquidation pour ceux qui donneraient leur démission. A Wolfsburg, où les italiens sont environ 5.000, 700 d'entre eux — selon des informations autorisées — se seraient déjà inscrits au cours des premières 24 heures. Ceux dont les demandes seront accueillies recevront des sommes allant de 1,2 à 2,5 millions de livres [de 7.800 à 16.000 francs actuels] ». Quand on sait que, sous l'heureux règne social-démocrate d'Helmuth Schmidt, les chômeurs reçoivent (toujours selon *La Stampa* du 9-10) une indemnité de chômage égale à 62,5 % du salaire net, plus 75 francs par personne à charge et par mois, comment s'étonner de ce que les « primes exceptionnelles de liquidation » tentent les ouvriers ?

Telle est la loi de l'économie capitaliste : liberté pour le prolétaire de « porter sa propre peau au marché » pour y « être tanné », liberté d'être contraint de la rapporter chez lui. Il ne le fait pas « spontanément » ? Une « liquidation » et un coup de pied au derrière — au nom de l'économie nationale et de l'emploi de ses enfants légitimes.

Quant à ces derniers, on commence également à s'occuper d'eux. Tandis que les uns sont priés d'aller se faire exploiter ailleurs, les « privilégiés » qui restent, enfants de la patrie ou pas, sont invités à faire des « sacrifices », dont l'opportunisme est chargé de leur montrer la nécessité. Chômage pour les uns, exploitation accrue pour les autres : c'est une loi commune à tous les pays où règne le Moloch capitaliste, surtout quand les premiers signes de crise commencent à se faire sentir, et l'Allemagne, où les sociaux-démocrates tiennent les rênes de l'Etat aussi bien que des syndicats (comme dans l'Angleterre du Labour Party, expert lui aussi en « autolimitation volontaire » des salaires) ne saurait faire exception.

Comme l'écrit *Le Monde* du 15-10, « la première réunion après la pause de l'été de l'« action concertée » qui réunit périodiquement autour du ministre fédéral de l'économie les représentants du patronat et des syndicats, ainsi que les dirigeants de la Banque Centrale, vient de s'achever sur un large accord. Les participants se sont rangés à l'avis de M. Friederichs, ministre fédéral de l'économie, qui a estimé que « la stabilité et le niveau de l'emploi seraient menacés, si les salaires augmentaient l'année prochaine plus vite que les bénéfices des entreprises », comme ce fut le cas au cours des deux dernières années. Les dirigeants syndicaux considèrent, comme le patronat et le gouvernement, que l'évolution de la situation économique exige une relance des investissements privés. Aussi les salariés sont-ils invités à modérer leurs revendications afin que les entreprises puissent dégager des bénéfices suffisamment importants pour qu'elles soient tentées d'investir » (c'est nous qui soulignons).

On ne saurait exprimer plus clairement le vieux chantage que la bourgeoisie exerce depuis toujours sur son esclave salarié : tu n'as de travail que dans la mesure où je t'en donne, donc tu as inté-

rêt à ce que mes « bénéfiques » augmentent, sous peine de risquer de te retrouver à la rue, comme les milliers de tes frères que j'y ai déjà jetés ! Et on ne saurait illustrer plus clairement la vérité de la réponse marxiste. Le capitalisme n'a à offrir au prolétariat que l'insécurité : quand la crise sera vraiment là, aucune reconnaissance n'empêchera le capital de tenter d'abaisser les salaires au-dessous même du niveau supportable et de jeter sur le pavé des masses gigantesques ; mais même la période de prospérité, « même la situation la plus favorable pour la classe ouvrière, l'accroissement le plus rapide possible du capital, quelque amélioration qu'il apporte à la vie matérielle de l'ouvrier, ne supprime pas l'antagonisme entre ses intérêts et les intérêts du bourgeois, les intérêts du capitaliste. Profit et salaire sont, après comme avant, en raison inverse l'un de l'autre » (*Travail salarié et Capital* — c'est nous qui soulignons).

Dans ce rapport antagoniste où c'est la force qui décide, céder aux mensonges des sirènes de l'économie nationale, renoncer à lutter, alors même que la situation est encore relativement prospère, pour défendre la force de travail et pour contrecarrer la concurrence entre ouvriers de tous les pays, c'est, pour le prolétariat, se livrer pieds et poings liés à la voracité de l'ennemi de classe, et se priver de la possibilité d'entreprendre, plus tard, des mouvements de plus grande envergure.

Et si, poursuivant de ce côté-ci du Rhin la même campagne d'enrôlement forcé pour la guerre économique, la bourgeoisie impérialiste et ses valets social-chauvins protestent contre les « diktats » de l'impérialisme d'en face, le prolétariat, lui, ne doit pas oublier que des deux côtés du Rhin il y a la même oppression de classe, les mêmes laquais de classe, le même mensonge de classe et que, comme le criait Liebknecht, « l'ennemi est dans notre pays ! ».

L'assistance aux chômeurs

(suite de la page 1)

Regardons maintenant quelle a été la « lutte » engagée par les syndicats et quels « succès » ont été obtenus.

Selon la CFDT (qui l'écrit dans une lettre adressée à ses Unions Départementales et aux administrateurs des ASSEDEC en date du 1^{er} octobre 1974) « suite aux demandes de négociations présentées par la CFDT et la CGT, le gouvernement a pris l'initiative, à fin juin, d'organiser de nouvelles négociations sur l'emploi et en a fixé le cadre ». Ce ne sont donc même pas les syndicats qui ont avancé l'exigence d'une assistance plus importante aux chômeurs ! Et il est à noter que, maintenant que le gouvernement a manifesté son intention d'augmenter « l'aide publique », les syndicats précisent qu'ils souhaiteraient 16 F par jour (soit l'égalité avec l'allocation spéciale) ; on peut ajouter qu'ils avancent la revendication de l'extension des bénéfices de l'accord aux travailleurs de l'Etat... une fois que l'Etat s'est décidé à donner quelque chose dans ce sens ! « Le gouvernement, précise la CFDT, souhaite que cela se traduise par une amélioration des prestations versées et demande que dans l'immédiat, les discussions entre « partenaires sociaux » permettent la création avant le 1^{er} novembre d'une indemnité d'attente garantissant en moyenne pendant un an, le salaire antérieur aux travailleurs victimes d'un licenciement collectif » ; le gouvernement a indiqué que si patrons et syndicats ne se mettaient pas d'accord, il déciderait lui-même par voie législative.

On imagine donc que si la bourgeoisie s'est mise à considérer la misère des chômeurs, ce n'est pas par philanthropie ; si elle cède, et surtout propose quelques miettes, on peut penser que c'est pour d'autres raisons : il s'agit de lutter contre les conséquences sociales de son propre mode de production. Comme le confirme *Entreprise* du 2-10-74 : « Si l'on veut éviter que ne se multiplient les « Lip » d'ici à la fin de l'année, il faut prévenir et INTERVENIR AVANT QUE L'INCENDIE NE SOIT DECLARÉ ». C'est ainsi que l'initiative de la bourgeoisie ne vise nullement à étendre l'assistance aux catégories qui n'y ont pas droit aujourd'hui, ni à faire sauter des conditions draconiennes à l'obtention de l'aide, ni à augmenter de façon substantielle l'assistance aux chômeurs, dont le nombre augmente considérablement. Au contraire, il s'agit d'accroître l'aide à un nombre de travailleurs limité (en cas de licenciements collectifs), mais que l'on espère suffisant pour conjurer les dangers d'explosion sociale : c'est ainsi que l'accord non seulement reprend les conditions restrictives existantes mais les aggrave encore puisque sont exclus de son bénéfice les travailleurs qui ont un contrat temporaire, ce qui revient à laisser de côté, surtout, les travailleurs immigrés et de nombreuses femmes, donc à diviser les rangs ouvriers.

Les syndicats « convoqués » (c'est le terme officiel) pour signer un accord dont l'original était déjà arrêté à quelques virgules près, ont-ils fait appel au prolétariat organisé pour faire sauter le « cadre fixé » par le gouvernement ? Ont-

ils appelé les prolétaires à la lutte, ne serait-ce que pour obtenir des aménagements plus favorables de « l'initiative » du gouvernement, sachant qu'un « contrat » passé avec la bourgeoisie ne peut jamais donner que ce que la force du prolétariat impose ? Pas le moins du monde, puisque « la grève est l'arme ultime », le « dernier recours en cas d'échec des négociations ».

A quoi ont abouti les négociations, sur le point précis de l'assistance aux chômeurs ? La CGT et la CFDT ont bien « demandé » que cette « indemnité d'attente » soit entièrement prise en charge par le patronat et le gouvernement, et la CFDT a bien « exigé » que le bénéfice de l'accord soit étendu à tous les chômeurs et pas simplement les licenciés, conformément à la doctrine selon laquelle de telles demandes sont des « questions de principe », mais comment obtenir de telles concessions sans appeler le prolétariat à combattre ? Cependant les directions syndicales ont accepté que l'indemnité soit financée à 20 % par les retenues sur le salaire et ont avalisé toutes les manœuvres de division contenues dans l'accord, confirmant ainsi que pour elles, les « principes » ne sont faits que pour être piétinés dans la pratique, pourvu qu'on y ait fait une référence toute platonique où se rejoignent le jésuitisme stalinien et le christianisme socialisant.

Mais les directions opportunistes se vantent d'avoir « arraché une concession de taille » au patronat : les bénéfices de l'accord que le patronat souhaitait limiter aux licenciements collectifs (mais il est de bon ton diplomatique de faire

des propositions inférieures aux concessions prévues) seront étendus à tous les licenciements « pour raisons économiques ». Passons sur le fait que les licenciements individuels sont aisément camouflés en faute professionnelle ou en démission volontaire, ce qui dans la pratique, limite singulièrement la portée économique de la « concession » patronale. Ce qui est le plus grave est que la proposition syndicale établit une distinction de principe entre différents types de licenciements et admet dans les faits que les licenciements pour « faute professionnelle », ou activité syndicale ou politique soient pénalisés ; ce qui donne au patronat un moyen de chantage supplémentaire.

Ainsi, l'orientation réformiste et collaborationniste des syndicats, n'a pas pour seule conséquence que les concessions de la bourgeoisie sont réduites au minimum. Elle ne se limite pas non plus à laisser les mains libres à la bourgeoisie pour manœuvrer et diviser encore plus les travailleurs et utiliser les moyens de chantage et d'intimidation dont elle dispose, afin de paralyser la résistance au capital. L'effet le plus catastrophique pour la classe ouvrière de cette politique syndicale tient à ce qu'elle consacre les initiatives de l'Etat bourgeois et les manœuvres de la bourgeoisie pour diviser les rangs ouvriers, ce qui ne serait pas possible sans l'appui de l'opportunisme, qui tente de la faire passer pour le nec plus ultra de la lutte revendicative.

La crise économique et le chômage grandissant rendent impérieuse la lutte pour une assistance substantielle à tous les chômeurs,

licenciés ou non, sans distinction d'âge, de sexe ou de nationalité, allant dans le sens du salaire intégral aux chômeurs que seul pourra garantir de façon stable le gouvernement révolutionnaire du prolétariat exerçant sa dictature de classe.

Dans cette lutte indispensable non seulement pour résister au capital, mais aussi pour unir les rangs des prolétaires actifs et chômeurs, il faut combattre sans répit les méthodes véritablement criminelles de l'opportunisme conciliateur, et utiliser celle de la lutte directe contre le capital.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Liste N° 9

R. et R., 80 ; François, 90 ; Cavailon, août-sept., 80 ; S., 80 ; Paris, juil., 3.332,80 ; Raymond, 48 ; Paris, août, 41,10 ; Paris, sept., 3.289,40 ; en mémoire d'Amadeo, Vercesi, Zecchini, 150 ; Paolo salue Bouzid, 50 ; souscription exceptionnelle, 4.020 ; souscription générale, 1.970,80 ;

Total liste N° 9	13.232,10
Total précédent	30.580,36
Total général	43.812,46

PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

QUESTIONS DE TACTIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Le front unique

Le Parti Communiste soutient en ce moment, dans la situation difficile que connaît le prolétariat italien, la nécessité de l'« unité prolétarienne » et la proposition du « front unique » prolétarien pour l'action contre l'offensive économique et politique de la classe capitaliste.

Cette attitude, parfaitement conforme aux principes et aux méthodes du parti et de l'Internationale Communiste, n'est cependant pas toujours clairement comprise par tout le monde, ni même par tous les militants du parti, et on lui donne parfois un sens différent du sens véritable, qui la déforme et la rend contradictoire avec l'ensemble harmonieux de la tactique de notre parti.

Pour bien comprendre cette question sans tomber dans des interprétations et des attitudes simplistes et dangereuses, il suffit de se reporter aux fondements de notre conception et de notre méthode d'action prolétarienne.

Le communisme révolutionnaire se base sur l'unité de la lutte d'émancipation de tous les exploités, et en même temps sur l'organisation strictement définie en parti politique de la « partie » des travailleurs qui ont une meilleure conscience des conditions de la lutte et sont le plus décidés à lutter pour son but révolutionnaire ultime, et qui constituent donc l'avant-garde de la classe ouvrière.

Celui qui verrait une contradiction entre l'appel à l'union de tous les travailleurs et le fait qu'on détache une partie de ces travailleurs des autres, pour les constituer en un parti ayant des méthodes différentes de celles de tous les autres partis — même ceux qui se réclament du prolétariat et se disent révolutionnaires —, celui-là prouverait qu'il n'a rien compris à notre programme car en vérité les deux choses ont exactement la même origine.

Les premières luttes que mènent les travailleurs contre la classe dominante bourgeoise sont des luttes de groupes plus ou moins nombreux pour des objectifs partiels et immédiats.

Conçue dans le but de créer et d'élargir au sein de la masse ouvrière le faisceau d'influence du Parti, en appelant les prolétaires à se battre avec les méthodes de la lutte de classe pour des revendications communes à tous les travailleurs — quels que soient leur catégorie ou leur parti, et même s'ils sont sans parti ou non-syndiqués — et en leur montrant dans les faits que même la défense conséquente du pain et du travail n'est possible que sous la direction de ceux qui ne se prosternent pas devant les idoles de la légalité, de l'ordre démocratique et des « exigences supérieures » de l'économie nationale, la tactique du front uni de la classe ouvrière sur le terrain de la sauvegarde de ses conditions de vie et de la lutte contre le front unique de la bourgeoisie et de l'opportunisme est une tâche permanente du Parti.

Elle n'a pas aujourd'hui les perspectives de réalisation proche qu'elle avait en 1921, quand l'article ci-dessous est paru dans l'organe central du PC d'Italie dirigé par la gauche. **A l'époque**, l'appel pouvait même s'adresser aux sommets des grandes organisations syndicales — dont il souhaitait l'unification — pour les placer devant la grave responsabilité de le repousser bien que, ni par leur contenu ni par les méthodes préconisées pour les obtenir, les revendications qu'il avançait ne fussent incompatibles avec leurs proclamations officielles. **Aujourd'hui**, son écho ne peut pas dé-

Le communisme proclame la nécessité d'unifier ces luttes dans leur développement de façon à leur donner un but et une méthode commune, et il parle donc d'unité par-delà les différentes catégories professionnelles, par-delà les situations locales, les frontières nationales, les différences de race. Cette unité n'est pas une somme matérielle d'individus ; elle s'obtient au travers d'un changement d'orientation de l'action de tous ces groupes ou individus quand ceux-ci sentent qu'ils forment une classe, c'est-à-dire quand ils sentent qu'ils ont un but et un programme communs.

Tout en ne comprenant dans ses rangs qu'une partie des travailleurs, le parti représente donc cependant l'unité du prolétariat, du fait que des travailleurs de professions, de localités, de nationalités différentes y participent sur le même plan, avec les mêmes buts et la même règle d'organisation.

Une union formelle, de type fédératif, de syndicats de caté-

gorie, ou encore une alliance de partis politiques du prolétariat, rassemblent certes des effectifs supérieurs à ceux du parti de classe, mais elles ne permettent pas de réaliser l'objectif fondamental de l'union de tous les travailleurs, car elles n'ont ni cohésion ni unité de buts et de méthodes.

Les communistes affirment cependant que l'organisation syndicale, premier stade de la conscience et de la pratique associativistes des ouvriers, qui les oppose aux patrons, met ces ouvriers sur la voie de la formation d'une conscience de classe, précisément parce qu'elle rassemble les ouvriers sur la base commune de leur exploitation économique et les rapproche de ceux appartenant à d'autres localités et d'autres catégories syndicales ; mais il ne s'agit encore que d'un premier stade, qui reste à un niveau local et partiel : seul un stade ultérieur de conscience et d'organisation des masses peut les conduire sur le terrain de la lutte centrale contre le régime actuel. L'orga-

passer le cercle d'une mince couche d'ouvriers combattifs et sa proposition d'actions communes pour des objectifs précis, sans préalables politiques, idéologiques et, à long terme, programmatiques, peut tout au plus trouver une réponse dans des groupes syndicaux ou d'usine, dans des regroupements en rupture plus ou moins confuse avec l'opportunisme, ou dans des organes de lutte locaux et contingents, ouverts à tous les ouvriers, nés de la lutte revendicative elle-même et en réaction à la politique de compromis ou de capitulation des directions syndicales officielles. Mais, **tendanciellement**, sa ligne est la même.

Il ne pourra jamais être confondu avec un appel à des alliances hybrides avec des partis, des groupes ou des courants, ni avec une renonciation des communistes révolutionnaires à la bataille politique et à l'action pratique contre des organisations qui s'écartent du marxisme rigoureux et intégral. Et, comme l'article reproduit ici l'explique bien, un tel appel non seulement ne contredit pas par son caractère « ouvert » la nature « fermée » et sévèrement délimitée du Parti, mais il constitue son complément et son prolongement sur un autre plan, celui de la masse des exploités, dont la grande majorité ne connaît pas, et n'embrassera jamais le programme et les finalités ultimes du Parti, mais qui est poussée irrésistiblement, pour défendre ses conditions de vie et de travail, à lutter avec ces méthodes et en fonction de ces objectifs contre la classe dominante et ses laquais.

nisation syndicale doit être unique, et il est absurde de la scinder sur la base d'une différence de conceptions du programme d'action générale du prolétariat. Il est absurde de demander au travailleur qui s'organise pour la défense de ses intérêts quelle est sa vision générale de la lutte prolétarienne, quelles sont ses opinions politiques. Il peut ne pas avoir d'opinion ou en avoir une fautive, cela ne le rend pas incompatible avec l'action syndicale, d'où il tirera les éléments de son orientation future. C'est pourquoi les communistes, qui sont contre la scission des syndicats quand la majorité des adhérents ou les ruses des chefs opportunistes leur donnent une direction peu révolutionnaire, travaillent pour l'unification des organisations syndicales aujourd'hui séparées et tendent à avoir dans chaque pays une centrale syndicale unique.

Quelle que puisse être l'influence des chefs opportunistes, l'unité syndicale est un facteur favorable à la diffusion de l'idéologie et de l'organisation politi-

que révolutionnaire, et c'est au sein du syndicat unique que le parti de classe recrute le mieux et qu'il fait sa meilleure propagande contre les méthodes de lutte erronées que certains proposent aux prolétaires.

Les communistes italiens soutiennent l'unité prolétarienne parce qu'ils sont convaincus que c'est au sein d'un organisme syndical unique que se fera avec le plus de rapidité et de succès le travail d'orientation du prolétariat vers le programme politique de l'Internationale Communiste.

Travaillant sur le même plan que l'Internationale Syndicale Rouge pour l'unification des organisations syndicales du prolétariat italien, les communistes italiens soutiennent énergiquement, avant même que l'on arrive à cette unité d'organisation à laquelle s'opposent de nombreux obstacles, la nécessité de l'action d'ensemble du prolétariat tout entier, aujourd'hui que ses problèmes économiques partiels se fondent, face à l'offensive des patrons, en un problème unique, celui de la défense commune.

Encore une fois, les communistes sont convaincus qu'en montrant aux masses que l'objectif est unique, et que pour faire face à la menace de réduction des salaires, au chômage et à toutes les autres manifestations d'offensive anti-ouvrière il faut une tactique unique, on facilitera la démonstration du fait que le prolétariat doit avoir un programme unique d'offensive révolutionnaire contre le régime capitaliste, et que ce programme est celui qu'a tracé l'Internationale Communiste : la lutte dirigée par le parti politique de classe contre l'Etat bourgeois, pour la dictature du prolétariat.

Du « front unique » du prolétariat organisé sur le plan syndical contre l'offensive bourgeoise naîtra le front unique du prolétariat sur le programme politique du Parti Communiste, tout

(suite page 4)

Quand les patrons pensent aux travailleurs immigrés

Le patronat aussi pense aux travailleurs immigrés. Selon **Les Echos** du 9-10, « l'organisation patronale préconise de freiner l'immigration familiale (elle atteint actuellement un chiffre voisin de 40.000 familles par an), et de développer, en revanche, l'accueil et la formation des célibataires ». Une telle politique « peut aider, bien sûr, les entreprises à résoudre leurs problèmes immédiats ». Mais ce n'est pas tout, elle peut « aussi [!] aider les travailleurs étrangers à acquérir en même temps une formation professionnelle qui leur permettra ensuite d'être les agents du développement économique de leur pays ».

Comme toujours selon les philanthropes de l'avenue Pierre-1^{er} de Serbie, si les capitalistes exploitent les ouvriers, les tondent et les usent, et non contents de cela, les privent même de leur famille, c'est dans l'intérêt des ouvriers et même dans celui du développement de leur pays !

Solidarité avec les travailleurs espagnols ! Aidez ceux de Valladolid !

Prolétaires, camarades !

En Espagne le capitalisme devra bientôt présenter un nouveau visage. L'impérialisme — surtout les bourgeoisies européennes — qui a toujours appuyé politiquement et économiquement le régime de Franco, voudrait que le « point noir » de la dictature ouverte disparaisse : il est conscient du fait que les méthodes du franquisme ne sont pas aujourd'hui les plus adéquates pour assurer la paix sociale. Et la bourgeoisie espagnole partage ce point de vue.

Il s'agit de prévenir les conséquences politiques que l'aggravation de la crise pourrait avoir sur un mouvement ouvrier riche de traditions et de luttes ouvrières, de le discipliner grâce à un gouvernement de « réconciliation nationale ».

Le PCE, qui s'est développé à l'ombre de la contre-révolution, et s'est distingué tout spécialement dans la répression des révolutionnaires, a toujours sacrifié les intérêts même immédiats du prolétariat à la paix sociale et se présente comme le défenseur le plus zélé de la réconciliation nationale (entre exploités et exploités!!!). Sans contrepartie, il se porte garant de l'abstention prolétarienne : la bourgeoisie devrait s'engager à ne réprimer aucune lutte ouvrière, mais à condition... que le prolétariat s'engage à ne jamais combattre.

Malgré l'influence d'une telle « direction » et la répression brutale de l'Etat, le prolétariat espagnol lutte pour ses intérêts immédiats au moyen d'un mouvement de grève qui, par son ampleur et sa ténacité, aggrave les difficultés du capitalisme espagnol et assume dans les faits un caractère politique.

En Espagne, comme dans tous les pays, le prolétariat devra continuer dans cette voie pour ses besoins de classe, tant immédiats qu'historiques.

C'est au travers de la solidarité et de l'organisation grandissante de ces luttes à l'échelle nationale et internationale, et par l'action tenace et systématique du parti communiste révolutionnaire — sur les plans politique, économique et organisationnel — que la classe ouvrière pourra ne pas se faire bernier par toutes les manœuvres de « chan-

gement de régime », appuyées et saluées par l'opportunisme social-démocrate et stalinien comme une étape nécessaire de l'émancipation prolétarienne, et affronter victorieusement son ennemi de classe.

Prolétaires ! Camarades !

Les ouvriers de Renault à Valladolid et à Séville, ont mené une grève de plus de deux semaines ; les ouvriers d'Hispano-Olivetti et d'autres petites entreprises sont en grève. Au total 50.000 ouvriers. A Valladolid, au lock-out des patrons, les ouvriers ont répondu par des manifestations qui ont conduit à des affrontements avec la police, qui a dispersé par la force toute manifestation ouvrière dans les rues. Des dizaines d'ouvriers ont été blessés, certains même grièvement.

A Valladolid les ouvriers ont créé une caisse de secours pour soutenir les grévistes, aider les détenus et couvrir les frais de justice. Appuyer cette caisse signifie non seulement remplir un devoir prolétarien élémentaire de solidarité avec les camarades en grève, mais du point de vue du mouvement ouvrier, cela signifie aussi combattre l'opportunisme.

Prolétaires ! Camarades !

Le Parti Communiste International salue avec enthousiasme de telles initiatives, et appelle les prolétaires, exploités et opprimés par un capitalisme sans frontières, à se solidariser avec ses frères en lutte. Le véritable succès des luttes ouvrières est dans l'union grandissante des travailleurs contre le capitalisme !

★

Les contributions à la caisse de grève et de secours ouvrier de Valladolid sont à adresser à :

LE PROLETAIRE (pour la solidarité), CCP 2202.22 MARSEILLE, FRANCE.

(tract diffusé par nos militants)

L'inflation : à l'Est aussi ?

L'inflation : à l'Est aussi ? C'est la question que l'on a posée aux grands professeurs et experts de l'Est et de l'Ouest lors d'un récent séminaire international organisé à Venise. Voyons le bilan tiré par le chroniqueur P. Sormani, dans le *Corriere della Sera* du 31-8-74.

Sur la réponse, les représentants du « socialisme » label-Est se sont, grosso modo, divisés en deux groupes : dans le premier (avec, notamment, les Bulgares), les théoriciens du « tout va bien, Madame la Marquise », ou, en d'autres termes, « socialisme et inflation sont incompatibles » ; dans l'autre, les représentants des pays économiquement et socialement les plus dynamiques, comme la Hongrie et la Yougoslavie, qui, non contents d'admettre l'existence de l'inflation à l'Est, l'ont justifiée et en ont fait carrément l'apologie, dans certaines limites. « Le rapporteur yougoslave, écrit le chroniqueur du *Corriere*, a non seulement admis l'existence de l'inflation, mais l'a qualifiée d'inevitable et presque positive ». Les « limites physiologiques » indiquées par les représentants du deuxième groupe sont celles entre lesquelles l'inflation se présente comme reflet d'un processus de développement du marché et d'une intégration plus complète des deux systèmes de l'Est et de l'Ouest, avec pour effet l'élimination des arrières « structurelles » des économies « socialistes ».

La planification de type soviétique, a-t-on constaté au cours de ce séminaire, peut « contrôler » les prix, oui, mais... à quel prix ? En provoquant la rarefaction ou la disparition du marché des produits les plus demandés. On ne peut agir

dans le cadre mercantile sans en accepter toutes les règles de base. Veut-on un modeste exemple de ce genre de planification ? Les « prix contrôlés » par les régulateurs du Comité Interministériel des Prix en Italie. Le sucre et les pâtes ont vu leurs prix bloqués temporairement : la marchandise est alors devenue rare, rationnée, puis elle a disparu et enfin... ses prix ont fait un bond soudain. Y aurait-il un autre moyen (hormis les soi-disant recettes proposées par des démagogues) pour éviter l'augmentation en question ? Réduire résolument la consommation ouvrière. Voilà le principal secret de la « planification » russe. D'un côté, le marché légal, piètrement « représentatif » ; de l'autre, l'expansion du marché noir, véritable thermomètre du rapport offre-demande, dont les « normes » du Plan ne donnent qu'une image fautive.

Quelles sont les perspectives pour l'avenir ? L'accroissement de l'inflation à l'Est aussi. Et ceci, selon l'américain Garvy, pour trois raisons : l'élargissement de la « tendance à consommer », l'augmentation des prix des matières premières et d'abord du pétrole, le développement du commerce Est-Ouest, avec l'alignement qui s'en suivra à la longue entre les prix internes et externes. Trois facteurs qui en substance se réduisent à un seul : le développement du processus d'intégration de l'Est dans la sphère de l'économie de marché occidentale, avec toutes ses conséquences. Pour ne donner qu'un exemple, on ne peut à la fois appeler les capitaux de l'Allemagne de l'Ouest « à soutenir l'industrie soviétique par un substantiel apport financier et tech-

nologique », pour remédier « au fiasco partiel du plan quinquennal en cours » (*Corriere della Sera* du 15-9, « Gromyko à Bonn à la recherche de capitaux »), et s'imaginer qu'on peut rester à l'abri des bourrasques qui agitent la mer méditerranéenne... Avec les capitaux s'exporte aussi l'inflation.

Le cas du pétrole russe est, dans les pays de l'Est, un exemple typique des contradictions inhérentes au système capitaliste. L'URSS, semble-t-il, regorge de pétrole et pourrait théoriquement en tirer avantage sur le marché international, avec des effets anti-inflationnistes à l'intérieur. Mais... le fait que l'URSS soit « le principal fournisseur des pays d'Europe orientale, dont la demande croît continuellement, et qui ne voudront ni ne pourront payer des prix trop majorés », ainsi que le coût élevé du transport (si élevé que « le gouvernement a demandé assistance à l'Amérique ») mènent à des conséquences quelque peu différentes de la simple et idyllique perspective tracée ci-dessus. Quant au premier point, l'imbrication des facteurs économiques et politiques devra conduire l'URSS à savoir mesurer la force de pression « purement économique » à exercer sur les pays satellites, précisément pour ne pas perdre à l'avenir des points sur le terrain politique ; quant au second, pour surmonter son handicap technologique et récupérer les positions compromises sur le terrain économique, elle est contrainte de recourir à l'aide (c'est-à-dire à la pénétration des capitaux) des Etats-Unis, accentuant ainsi le processus d'intégration capitaliste à l'échelle mondiale.

Les pays de l'Est les plus dynamiques acceptent visiblement à fond les règles du jeu. La Hongrie s'est dotée d'un triple régime des prix : — prix bloqués — prix oscillants entre des marges fixées — prix libres, et a ainsi automatiquement ouvert la voie à une inflation dite contrôlée. La conséquence était prévisible, et les réformateurs hongrois avaient même indiqué qu'une inflation modérée et un chômage à petites doses constituaient d'excellents moyens de régulation et de stimulation d'un marché déjà trop développé et complexe pour supporter la camisole de force des « plans ». La Yougoslavie, plus pressée de brûler les étapes pour des motifs à la fois économiques et politiques, a payé plus massivement son « développement », avec des taux d'émigration et de chômage très élevés, et une inflation galopante de 30 % par an. Ce que le professeur Bajt commente ainsi : « Le système qui l'a engendrée [l'inflation] produit des résultats globalement supérieurs... Eh oui, le capitalisme est... le meilleur des mondes possibles ! »

Les « actuelles conditions inflationnistes », admettent explicitement les managers yougoslaves « ont pris d'ores et déjà des dimensions mondiales » (d'après *Il Panorama* de Fiume, N° 16, 31-8-74). On n'y remédie pas avec des expédients, mais en renforçant la capacité concurrentielle de chacun sur le marché mondial : voilà la « solution réaliste » ! Face à un déficit de la balance des paiements de 720 millions de dollars, il faut, affirment-ils, développer la possibilité d'exploitation intensive des matières

premières nationales, rendre l'exportation plus dynamique, réduire la consommation ouvrière (ils veulent — sic — utiliser le blé yougoslave « comme les autres utilisent le pétrole » : généreuse utopie !...).

C'est la voie classique qu'empruntent tous les régimes capitalistes, bien décidés chacun à dévorer ou à vendre la chair de ses propres prolétaires. Jusqu'à quel point pourront-ils le faire ? Fixer ce point limite est la tâche la plus ardue des « planificateurs » de l'Est comode de l'Ouest : tâche impossible, affirmons-nous !

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il N° 19 (14 ottobre 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA di cui diamo il sommario :

- Al fronte unito della borghesia e dell'opportunismo, opponiamo il fronte unito della classe proletaria.
- Sciopero generale ad oltranza.
- La causa degli operai della Fiat è quella di tutto il proletariato italiano.
- Germania: anche di salute si scoppia.
- Enti locali e deficit.
- Il corso tormentato dell'economia mondiale.
- I Conciliatori di fronte a prove sempre più difficili.
- Occhi aperti sui « costruttori del partito di classe ».
- Il lancio pubblicitario di « Stella Rossa ».
- Scuola: contro i decreti delegati.
- Una lezione sempre viva.
- Cronaca da Trieste.

La révolution algérienne

(suite de la page 1)

se soudent les deux maillons de la chaîne ; il mit tout en œuvre pour éviter l'élargissement de la brèche ouverte par les rebelles dans l'édifice de l'impérialisme français, et pour saboter et réprimer la révolution nationale algérienne comme il avait saboté la préparation de la révolution communiste dans la métropole. Longue serait la liste de ses infamies, depuis l'appui de fait à l'interdiction de l'Etoile Nord Africaine par le Front Populaire jusqu'aux persécutions contre le PPA ; depuis la dénonciation de la revendication de l'indépendance sous prétexte de la « nécessaire lutte contre l'hitlérisme » jusqu'à l'appel ouvert à la répression des révoltes populaires de 1945 (que le PC a assumée par sa participation au gouvernement) ; depuis la dénonciation de l'insurrection de 1954 jusqu'au soutien au gouvernement de Front Républicain dont la tâche fut d'intensifier la guerre coloniale.

Malgré l'appui des larbins à l'impérialisme, malgré les circonstances internationales terriblement défavorables, et dans les heures les plus sombres du mouvement communiste, les masses algériennes surent opposer à la violence et à la terreur de l'impérialisme leur violence et leur terreur, montrant une fois de plus que seule la force peut trancher les nœuds gordiens de l'histoire.

Mais la révolution est finalement restée en-deçà d'elle-même, et en cela l'opportunisme porte une responsabilité écrasante. Si le mouvement communiste doit — dans une totale indépendance politique et organisationnelle — appuyer la révolution nationale, mieux, s'il doit pousser en avant toutes les forces qui peuvent converger au renversement violent de l'ancien ordre politique et social, c'est parce que telle est l'unique voie pour hâter l'écllosion des antagonismes qui portent à la révolution prolétarienne, et pour combattre les oscillations des directions politiques

même les plus radicales, qui en retardent l'apparition ; telle est l'unique voie pour poursuivre simultanément la constitution du prolétariat en classe aspirant à la conquête du pouvoir, non seulement pour aller vers la réalisation internationale du programme communiste intégral, mais aussi pour en assurer une condition préalable dans les colonies en anéantissant les restes d'un passé qui a poussé les masses plébéiennes à la lutte armée et à l'insurrection.

La trahison du stalinisme aura torpillé ce processus, favorisant ainsi les partis les plus modérés et les manœuvres de l'impérialisme pour les renforcer ; c'est pourquoi, dans le combat qui s'est mené en Algérie pour prendre la tête de la révolution, les vainqueurs auront été en fin de compte, malgré la résistance plébéienne, les directions qui allaient s'arrêter à l'indépendance politique, sans s'attaquer au problème crucial du bouleversement radical des structures agraires, et en frustrant le prolétariat et les larges masses laborieuses des droits les plus élémentaires pour lesquels ils avaient combattu.

Seuls des maniaques de la « pureté prolétarienne » en théorie, mais véritables chauvins en pratique, pouvaient mettre la révolution algérienne devant cette alternative anti-historique : être socialiste ou ne pas être. Les perspectives immédiates de l'Algérie de 1954 étaient nécessairement bourgeoises, mais il en était de même de l'Europe de 1848 ou de la Russie de 1917, et les marxistes n'ont pas dédaigné ces révolutions ! Bien au contraire, ils ont toujours lutté pour elles, mais sans jamais succomber, comme le frontisme petit-bourgeois, devant l'idée qu'elles se font d'elles-mêmes.

Ce n'est pas par souci « moral » que le marxisme révolutionnaire salue la guerre algérienne, — avec laquelle il aura été, en tant que parti, tragiquement impuissant à réaliser la nécessaire soudure — mais parce que la portée historique et poli-

tique de l'irruption des masses sur le terrain de la lutte de classe qui a conduit à la fondation de l'Etat algérien a été et reste immense, et que la compréhension de ce fait et le bilan historique des erreurs passées sont des conditions irremplaçables d'une reprise victorieuse. En brisant le pacte colonial et en ouvrant l'Algérie au marché mondial, la révolution a permis le début d'un développement industriel qui renforce l'urgence d'une solution radicale au problème agraire et accumule de nouveaux antagonismes révolutionnaires qui devront éclater à l'intérieur de la nation. De plus, en portant des coups à l'ordre impérialiste mondial, elle a, avec les autres révolutions anticoloniales du deuxième après-guerre, introduit de nouveaux facteurs de déséquilibre dans les rapports mondiaux, et secoué l'immobilisme séculaire de la société française, sapant ainsi sûrement les bases qui avaient permis à son Etat de traverser sans trop de dommages la dernière grande vague révolutionnaire internationale et en avaient fait un des maillons les plus solides de l'ordre capitaliste mondial.

Le devoir du parti révolutionnaire est de lutter pour que le prolétariat français et européen puisse, en rejoignant la lutte à laquelle l'avaient appelé avec anxiété les prolétaires et les masses laborieuses algériennes, regagner le temps tragiquement perdu, et surmonter la méfiance et la suspicion que l'attitude honteuse de ses chefs vendus à l'impérialisme ont fait naître envers lui. C'est une condition impérative pour la reconstitution du mouvement révolutionnaire mondial du prolétariat et la victoire sur l'impérialisme.

Lecteurs, sympathisants, soutenez la presse du parti !
Souscrivez !

Le front unique

(suite de la page 3)

autre programme révélant son insuffisance au travers de l'action et de la critique incessante exercée par le parti.

L'unité syndicale et le front unique prolétarien contre l'offensive actuelle de la bourgeoisie sont des étapes que le prolétariat doit parcourir pour s'entraîner à lutter conformément aux leçons de l'histoire sur la voie tracée par l'avant-garde communiste.

Le Parti Communiste soutient l'unité syndicale et le front unique prolétarien précisément pour faire triompher son propre programme, qui est tout à fait distinct de tous ceux qui sont proposés au prolétariat, et pour mieux mettre en lumière sa critique des trahisons de la social-démocratie, et aussi des erreurs anarcho-syndicalistes et anarchistes.

C'est une erreur grossière de confondre la formule de l'unification syndicale et du front unique, avec celle d'un bloc de partis ouvriers, ou avec celle de la direction de l'action des masses, dans des épisodes circonstanciels ou dans des mouvements généraux, par des comités issus d'un compromis entre partis et courants politiques différents. Ce serait une erreur grossière d'imaginer que cela implique une trêve de la part des communistes dans leur polémique à l'égard des social-démocrates et dans leur critique de toute méthode d'action faisant perdre au prolétariat la claire vision du processus révolutionnaire.

Il serait ridicule que les communistes italiens — comme on l'a longtemps fait de tous côtés en portant un énorme préjudice à la préparation révolutionnaire du prolétariat — courent en toute occasion, grande ou petite, s'incliner devant quelque chose, un organisme, une attitude, une finalité qui, selon la formule des philistins, se situerait « au-dessus des partis ».

Les communistes ne « cachent » jamais leur parti, leur appartenance politique, leur dis-

cipline inviolable. Ce ne sont en aucun cas des choses dont ils doivent rougir, parce que ce qui les a dictées, ce n'est pas l'intérêt personnel ou celui d'une quelconque « mafia » politique, mais uniquement la défense de la cause prolétarienne ; parce que ce ne sont pas des concessions à des exigences peu avouables de « division » du prolétariat, mais au contraire le contenu même de l'œuvre d'unification du prolétariat dans son effort d'émancipation. Unité syndicale et front unique sont le développement logique et non une forme masquée de repentir des communistes italiens à l'égard de leur œuvre de constitution et de renforcement de l'arme de la lutte révolutionnaire qu'est leur parti, un parti sévèrement défini et délimité dans sa doctrine, ses méthodes, sa discipline organisationnelle, et visant à l'unification révolutionnaire de la lutte du prolétariat contre toutes les déviations et toutes les erreurs.

(Article publié dans *Il Comunista* du 28 octobre 1921.)

PRENSA EN LENGUA ESPAÑOLA

PARTIDO Y CLASE

Sumario :

- Tesis sobre el papel del partido comunista - 1920
- Partido y clase - 1921
- Partido y acción de clase - 1921
- El principio democrático - 1922
- Dictadura proletaria y partido de clase - 1951
- La inversión de la praxis - 1951
- Partido revolucionario y acción económica - 1951
- El ejemplar : 8 F.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP